

Perspectives

N°22/031 – 25 janvier 2022

RUSSIE, ÉTATS-UNIS, UKRAINE – Le moment Cuba

Les tensions extrêmes autour de l'Ukraine matérialisent, dans cette région, la grande recomposition géopolitique en cours dans le monde entier. Elles témoignent autant de dynamiques locales que globales. C'est dans ces deux dimensions qu'il faut les lire et non comme une histoire de conflit localisé ou singulier.

Que le conflit armé se déclenche ou pas, ces tensions marqueront une rupture dans l'idée que nous nous faisons (nous, au sens habitants des vieilles démocraties occidentales) de notre environnement géopolitique, avec cette évidence que des guerres traditionnelles sont à nouveau possibles, dans un environnement proche, voire dans des pays dit développés. Le changement de stratégie de l'État-major français avait d'ailleurs, déjà, entériné ce bouleversement stratégique (la notion d'HEM – hypothèse d'engagement majeur – structure dorénavant la doctrine française autour d'une préparation à la guerre sur le territoire européen, contre une puissance à force de frappe symétrique). Par ailleurs, la puissance des effets d'alliance redevient visible, qui a joué des rôles majeurs dans les conflits historiques.

Don't look East ou le retour du syndrome de Zweig...

Ces événements vont aussi laisser des traces psychologiques et politiques importantes : la perception d'une menace possible va impacter les préférences politiques des individus au-delà de l'Ukraine ou de la Russie. Les questions de sécurité, déjà fortes, prennent encore plus de résonance dans les choix des individus et des États. **Ainsi, la géopolitique se couple à la perception de la crise écologique pour modifier nos préférences et nos arbitrages économiques et politiques.**

Cela dit, cette bascule des anticipations prend du temps, car ce que les psychologues appellent les effets de gel sont puissants (notre désir de coller à notre environnement et nos croyances passées, notre incrédulité face aux ruptures profondes) et

peuvent conduire à nombreux biais d'analyse. Stefan Zweig, dans « Le monde d'hier » évoquait cette impossibilité de la bourgeoisie viennoise de croire à un retour de la barbarie, se pensant protégée par un niveau de richesse élevé. Les amateurs du film « *Don't look up* » apprécieront...

Mais plus concrètement et à court terme, face à la rapidité dans l'escalade des tensions, une question (parmi de nombreuses autres à venir) domine : un conflit peut-il être évité ? Pour cela, il faut savoir **qui a intérêt à la paix.**

Attention à l'hostilité des peuples qui s'est construite depuis 2014, attention aux narratifs politiques binaires...

L'historique du problème est important. En effet, depuis 2014, des accès périodiques de tensions émaillent la relation ukraino-russe et le conflit dans le Donbass, s'il a parfois pu sembler « stabilisé » n'a jamais été vraiment « gelé », signant ainsi l'échec de Minsk. Le nombre croissant de morts en Ukraine en témoigne malheureusement et ce bilan macabre n'a pas été neutre politiquement. Cela joue un rôle important dans l'enchaînement des événements aujourd'hui : cette hécatombe humaine a été pour beaucoup dans l'évolution des mentalités et de la politique intérieure de l'Ukraine comme de la Russie, l'hostilité des peuples s'y est construite depuis sept ans. Par ailleurs, installés dans un conflit durable et sans perspective de règlement, les deux États ont renforcé leur militarisation, ce qui explique aussi l'intensité du risque aujourd'hui.

En Russie, la tension géopolitique sporadique, assortie des sanctions, a accru la centralisation et le durcissement autoritaire du pouvoir, tout en provoquant aussi une accumulation de réserves, un désendettement, une gestion rigoureuse du budget ainsi qu'un début de substitution aux exportations dans certains secteurs. Tout cela a paradoxalement joué favorablement pour le *rating* du pays, bien que la priorité

donnée à l'autonomie économique joue aussi en défaveur de la croissance à long terme. Mais, clairement, on peut dire que la Russie se prépare certainement depuis plusieurs années à la guerre et que cela a imprimé les choix de politique économique.

Il est trop tôt pour dire si cette accumulation de réserves et cette marge sur la dette sont suffisantes pour résister au choc d'un conflit et de la chute de confiance. En revanche, il est certain que si la diplomatie trouve une issue, la Russie sortira gagnante. Néanmoins, la prime de risque géopolitique (c'est-à-dire la prime de défiance) risque aussi de rester imprimée longtemps sur des variables monétaires, type taux de change. À cela près que la mémoire des marchés financiers, on le sait, de plus en plus courte, souffre à l'évidence d'un syndrome du poisson rouge...

En Ukraine, la tension géopolitique a eu des effets d'autant plus violents que le pays et les gens ont été malmenés dans leur territoire et leur identité. Par ailleurs, la gestion du pays est moins centralisée et moins « efficace », avec une désoligarchisation des institutions qui ne se fait pas, ou trop peu, ou trop lentement, ou trop tard... Encore aujourd'hui, en plein risque de conflit, la bataille politique intérieure bat son plein... Bref, c'est donc moins l'État que la société qui, comme elle en a l'habitude, s'est remarquablement adaptée à une tension géopolitique durable. Là encore, les effets ont été paradoxaux : à la fois violents sur la croissance certaines années, mais stimulant aussi l'innovation dans certains secteurs ou certaines régions. Par ailleurs, la très puissante résilience aux chocs du peuple ukrainien a soutenu la croissance et une forme d'attractivité du pays pour les investisseurs. Enfin, les aides externes et une relativement bonne gestion monétaire ont permis de reconstituer la liquidité du pays. Mais la géopolitique, qui a privé le pays d'une partie importante de son territoire, a également accru le glissement nationaliste et le conflit sociétal autour des questions linguistiques notamment. L'Ukraine, *de facto*, est de plus en plus polarisée.

Cette hostilité croissante des peuples entre Russie et Ukraine nous semble être l'un des facteurs les plus dangereux aujourd'hui, car elle nourrit la mécanique de montée aux extrêmes à laquelle nous assistons, malheureusement très classique dans l'histoire géopolitique, et qui contribue à créer des enchaînements qui échappent à la diplomatie. Ainsi, cette montée aux extrêmes est portée aujourd'hui par un narratif politique de plus en plus binaire du type ami/ennemi, bons/méchants. Ce narratif est par ailleurs renforcé par les effets du conflit hégémonique États-Unis/Chine, qui, lui aussi, construit des logiques

binaires un peu partout dans le monde, autour de la question du respect des droits de l'Homme. Enfin, le « monde fluide » si bien décrit par Zygmund Bauman démultiplie aussi les effets du facteur « hostilité des peuples ». **Rappelons qu'en sciences politiques, c'est précisément l'attitude des peuples et les narratifs politiques qui peuvent faire passer d'un type de guerre à un autre, à savoir des conflits limités, qui sont les prolongements de la politique, aux grandes guerres.**

Poutine et Biden ont plus intérêt à être faiseurs de paix que de guerre

Face à cet emballement politique, l'analyse des stratégies géopolitiques à l'œuvre en Russie et aux États-Unis nous conduirait pourtant à penser que Biden et Poutine ont toujours plus d'intérêt à être faiseurs de paix que de guerre et que le scénario de la négociation n'est pas à exclure face à l'avalanche des nouvelles de mobilisation militaire. Partant de ces analyses (cf. texte *infra*), l'hypothèse d'une stratégie d'invasion de l'Ukraine par la Russie ne nous semble pas l'intentionnalité centrale de Moscou et ce point est important pour observer les semaines à venir.

Néanmoins, la neutralisation militaire du Donbass, voire sa maîtrise politique officielle, est peut-être devenue l'objectif immédiat de la Russie... par le conflit ou par la négociation. À moyen terme, V. Poutine, on le sait, veut aussi des garanties de sécurité militaire et de protection des peuples russophones. Mais voilà : **répondre à ces exigences ne peut se faire sans que ce soit au détriment de l'Ukraine, voire des demandes de sécurité de certains pays de l'Otan, qui se sentent eux-aussi, de façon symétrique, exposés à une menace, celle de la Russie. L'impasse est donc forte et cela rend le risque de conflit aigu.** Par ailleurs, ce ressenti réciproque complique la tâche des négociateurs, car il y a là une forme de bonne foi de nombreux acteurs locaux du conflit, ukrainiens, russes, ou pays membres de l'Otan. Tous se sentent en danger, mais pour des raisons différentes et reconnaître cela est le seul moyen de sortir de l'analyse binaire du conflit. Et tous portent aussi, en fait, une part de responsabilité dans les enchaînements de tension, tout en rejetant cette responsabilité sur les autres. Là se situe donc la réalité profonde de la mécanique de montée aux extrêmes : dans la sensation d'être dans son bon droit.

(Nous limitons volontairement l'analyse ci-dessous au périmètre des stratégies russes et américaines, afin d'éclairer la logique des négociations. Évidemment, d'autres États européens, et les institutions de l'UE développent aussi leur stratégie, qui pourra jouer un rôle important pour la suite).

En Russie, quatre piliers extérieurs sous-tendent les arbitrages stratégiques

- 1 - Le président déplore publiquement la fin de l'URSS, et le projet de reconstitution de la puissance russe marque évidemment ses arbitrages géopolitiques, d'autant que **la recherche d'une reconnaissance internationale** fonde en partie sa popularité intérieure auprès des plus de cinquante-cinq ans.
- 2 - Néanmoins, les choix géopolitiques de V. Poutine ont toujours été marqués par un **fort principe de réalisme, mêlé d'opportunisme, et cela prime certainement sur l'idéal impérial soviétique**. Concrètement, cela s'est traduit à la fois par **une capacité à agir militairement, à surprendre, mais aussi à limiter le champ des conflits** (en Géorgie par exemple).
- 3 - Par ailleurs, les spécificités géographiques du pays (territoire, frontières et problème d'accès aux mers chaudes) impriment en profondeur la « grande stratégie » russe et donnent à la question du **contrôle de la périphérie une résonance vitale bien particulière**, perçue par la population. Le réarmement accéléré de l'Ukraine depuis 2014, la relance du sujet Otan par le président Zelenski, et le rapprochement stratégique accéléré avec les États-Unis cet été (contrairement à ce qui semblait avoir été acté en juin lors de la rencontre Biden-Poutine), ont été **des signaux, pour les Russes, d'un risque de rupture de rapport de force**. L'impasse du format de Minsk est un autre point – pour l'instant – acté par les Russes, qui voient désormais plus d'avantages à négocier en direct avec les Américains. **Cette position est très clivante pour l'Europe, car elle fait réapparaître les asymétries d'intérêts et de perception géopolitiques** qui existent entre les pays de l'Est ou du Nord et de l'Ouest, particulièrement aiguës sur le thème russe.
- 4 - Enfin, la Russie se perçoit et **reste la puissance pivot du continent eurasiatique**. L'intérêt à préserver l'indépendance de cette position centrale marque la relation avec l'Europe, mais aussi la Chine : même si les Russes flirtent avec l'idée d'un rapprochement avec Pékin, qui ne cesse *de facto* d'accélérer, ils restent prudents, car leur relation avec les Chinois est trop asymétrique économiquement, mais aussi démographiquement, notamment sur les frontières orientales. Quant à l'*hinterland* partagé d'Asie centrale, le problème d'influence entre Pékin et Moscou va certainement se poser un jour. **L'alliance russo chinoise est poussée par les événements mais reste tendanciellement contre-nature**.

La politique intérieure va jouer son rôle dans les choix de V. Poutine, mais aussi dans des scénarios de conflits. Quelle est la marge du président ?

Les sondages assez fiables du centre Levada montrent que **la population russe est fatiguée** par les crises économiques successives (le Covid n'en est qu'une parmi d'autres) et **aux deux tiers pessimiste sur l'avenir économique**. L'unanimité se fait également sur le rejet des institutions politiques : 56% de la population considère que les politiques privilégient leur situation financière et leur bien-être. En revanche, l'armée a préservé son prestige, puisqu'elle reste l'institution la plus respectée (61%), tandis que le personnage présidentiel de V. Poutine est également en surplomb de cette lassitude, conservant une popularité élevée (65% en décembre), mais ramenée aux niveaux de 2011/2012 – à savoir avant un cycle de manifestations. **En revanche, la rupture générationnelle est nette autour de Poutine** : en mars 2021, 57% des moins de vingt-cinq ans ne veulent pas de lui comme président après 2024, alors que 59% des plus âgés y sont favorables. **La marge de manœuvre politique du président russe existe donc, mais elle s'affaiblit à mesure que le temps passe**.

Que sait-on de ce que veulent les Russes en termes géopolitiques ? Même si une majorité d'entre eux accueille favorablement la réhabilitation de Staline (en 2019, 51% évoquent soit du respect, de l'affection, ou de l'admiration), cela ne signifie pas que la population soutienne un projet soviétique de reconstitution impériale qui passerait par une réintégration de l'Ukraine dont les Russes mesurent le coût politique, économique et humain astronomique. En fait, **la population russe est surtout très sensible au sort des russophones, notamment en Ukraine, dans les pays baltes et au Kazakhstan. Mais elle a globalement acté la disparition de l'empire, bien que cela ait laissé des traces psychologiques très fortes**. En revanche, il faut absolument noter qu'en avril dernier, **à peine 4% des Russes considéraient que leur pays était responsable de la tension actuelle en Ukraine, contre 48% pour l'Otan...**

De plus, si aucune majorité ne se définissait sur la question d'une nécessité à intervenir militairement, **65% des Russes déclaraient qu'ils seraient favorables à une intégration du Donbass à la Russie, si on leur demandait un jour de se prononcer**. La politique de distribution accélérée de passeports russes dans le Donbass depuis un an fait écho à cela et a aussi été perçue, à juste titre, comme un signal de rupture d'équilibre, mais cette fois par les Ukrainiens.

En résumé, sur la stratégie russe

Au total, l'hypothèse d'une intention stratégique « d'invasion » globale de l'Ukraine nous semble faible, car le coût économique et politique est trop fort comparé aux avantages. Cela reste partiellement un narratif médiatique et politique éloigné des ressorts réalistes de la grande stratégie russe.

Cependant, la maîtrise du Donbass semble devenue prioritaire dans les choix géopolitiques russes, notamment pour sécuriser un accès terrestre à la Crimée. Toute la question à court terme serait alors de savoir si cette maîtrise est possible, si les Occidentaux et les Ukrainiens peuvent l'accepter, et à quel prix, et si elle se fera par le conflit ou par la négociation. Par ailleurs, à moyen terme, V. Poutine a besoin de garanties de sécurité sur l'Ukraine et sur la protection des russophones, tout en demandant à engager une redéfinition de la relation avec les Baltes et les pays dans l'Otan sur le pourtour de la mer Noire. **Son calendrier électoral et sa popularité, qui est amenée mécaniquement à baisser par l'effet de la démographie, jouent un rôle essentiel dans le profond mouvement géopolitique russe en cours.**

Néanmoins, l'hypothèse d'un conflit élargi à l'ensemble de l'Ukraine, voire plus, n'est pas à rejeter car les choix stratégiques des uns et des autres vont dépendre, à présent, des événements des jours à venir, avec de forts risques d'incidents ou de crispations politiques locales. Par ailleurs, le terrain gelé incite certains stratèges à évoquer la possibilité d'une armée russe qui s'enfoncerait au-delà du Donbass. En posant un ultimatum en fait très irréalisable aux Américains (notamment sur l'Otan), **la Russie assume sans doute pleinement ce risque d'un conflit élargi** (les stratèges russes ne jouent pas au poker, mais plutôt aux échecs...) et cela met donc les Américains et les Européens face à des choix engageants de grande stratégie. De multiples signaux s'accumulent chaque jour qui prouvent que tous les scénarios sont désormais ouverts. Citons les exercices dans la mer Noire de la Russie, mais aussi de l'Otan, tout comme la préparation de rapatriement des personnels non essentiels de l'ambassade américaine à Kiev.

Le piège stratégique pour les États-Unis?

Aux États-Unis, même si le sujet russe reste relativement bi-partisan au congrès et même si la population américaine est moins sensible que les Russes aux questions géopolitiques (effet de l'insularité), **tout événement externe va être instrumentalisé dans le cadre des mid-term**. Ce sera le cas pour l'Ukraine, d'autant que les États-Unis seront en première ligne *de facto* sur les aides militaires, voire économiques. La situation est donc complexe pour un Biden qui a besoin à la fois de se concentrer sur le front chinois, mais aussi de quelques succès géopolitiques après l'échec afghan. **De plus, rapprocher la Russie de la Chine n'est pas dans l'intérêt américain**. Aborder les *mid-term* face à une telle alliance serait difficile pour Biden.

Du point de vue de la politique intérieure, le président américain n'a donc pas besoin d'un conflit qu'il soit limité ou de grande ampleur, mais ne pas montrer de faiblesse vis-à-vis de la Russie reste également essentiel.

En termes géopolitiques, l'Ukraine est plus importante pour la Russie que pour les Américains, et cela donne un avantage stratégique aux Russes. Néanmoins, ce qui se joue derrière ce conflit est le contrôle de l'Eurasie, dont toute la géopolitique américaine depuis la seconde guerre mondiale a visé à empêcher la réunification (« qui contrôle l'Eurasie contrôle le monde », principe fondateur géopolitique américain depuis Mackinder). Le tracé de l'Otan s'est construit sur l'idée de contrôle « d'États pivots » (et l'Ukraine en est un), tout le long d'un « *Rimland* » qui encercle la Russie et qui définit la politique de *containment* occidentale. **Aujourd'hui, le problème géopolitique américain est donc à la fois d'éviter l'alliance russo-chinoise, de maintenir le *containment* russe, mais aussi de faire pivoter l'Otan vers la lutte contre la Chine.**

Enfin, c'est le *leadership* américain qui se joue dans cette crise, et les Russes le savent aussi... **C'est à la fois une chance pour mener à bien les négociations, mais un piège pour les Américains**. Tout d'abord, parce qu'en s'adressant aux Américains, la position russe fracture *de facto* l'alliance occidentale, en excluant l'Europe. Par ailleurs, **être leader de la démocratie est vital pour les États-Unis dans la recomposition des alliances face à la Chine, et le narratif des événements va donc être essentiel** : si le conflit est lu comme la menace d'un gouvernement autoritaire sur la démocratie, les États-Unis doivent défendre cette ligne de front symbolique. En somme, c'est la répétition grandeur nature d'un conflit taiwanais : ce que feront les États-Unis va être observé par les Chinois. Pour les Américains, une solution négociée implique un compromis qui préserve la démocratie (en tout cas en apparence). À ce titre, les problèmes intérieurs de l'Ukraine, la faible popularité du gouvernement et l'extrême lassitude de la population face à la corruption des élites sont une difficulté dans la construction du narratif politique de sortie de crise.

Au final, malgré la montée des tensions, Poutine et Biden ont toujours plus d'intérêt géopolitique et de politique intérieure à être des faiseurs de paix que de guerre. Et il ne faut pas oublier que la crise de Cuba a débouché sur de grands accords de désarmement... **Mais pour cela, il faudrait au préalable trouver un règlement win/win russo-américain du conflit en Ukraine, et le faire accepter au Congrès américain, aux Ukrainiens, ainsi qu'aux Européens de l'Est, de l'Ouest, et du Nord, dont les intérêts stratégiques sont asymétriques face à la question russe.**

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/01/2021	<u>Chine – 2022, ou la lutte annoncée de la structure et de la conjoncture</u>	Chine
21/01/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
21/01/2022	<u>Le recyclage des métaux indispensable à la transformation de l'économie</u>	Sectoriel
20/01/2022	<u>Afrique sub-saharienne – Une année 2022 riche en défis</u>	Afrique
20/01/2022	<u>Les champions français de l'ordinateur quantique</u>	Deeptech
20/01/2022	<u>Italie – scénario 2021-2023 : garder le cap</u>	Italie
20/01/2022	<u>Fintech Outlook T4 et Bilan 2021 – La célébration !</u>	Fintech, banque
19/01/2022	<u>Brésil – L'optimisme (timidement)</u>	Amérique latine
18/01/2022	<u>Zone euro – Conjoncture flash : normalisation des revenus des ménages et de la profitabilité des entreprises au T3 2021</u>	Zone euro
17/01/2022	<u>Perspectives économiques 2022</u>	Monde
17/01/2022	<u>Zone euro – Scénario 2022-2023 : un scénario résilient au choc d'offre et à la Covid-19 endémique</u>	Zone euro
14/01/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
13/01/2022	<u>Réindustrialisation ou comment sortir de la dépendance ?</u>	Monde
13/01/2022	<u>Israël – Un environnement porteur et une économie performante malgré la crise</u>	Afrique & Moyen-Orient
11/01/2022	<u>Pologne – Une nouvelle année qui sera encore marquée par l'inflation</u>	PECO
10/01/2022	<u>Espagne – Scénario 2021-2023 : nouvel an, nouvelles incertitudes</u>	Espagne
10/01/2022	<u>Royaume-Uni – Des révisions significatives du PIB par l'ONS nous conduisent à réajuster nos prévisions</u>	Royaume-Uni
07/01/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/01/2022	<u>Allemagne – Scénario 2021-2023 : les hivers se succèdent mais ne se ressemblent pas...</u>	Allemagne
07/01/2022	<u>Kazakhstan – Où l'on se souvient du rôle stratégique de l'Asie centrale...</u>	Asie centrale
06/01/2022	<u>France – Scénario 2021-2023 : malgré les incertitudes, la reprise se confirme</u>	France
05/01/2022	<u>Marché immobilier de bureaux : impacts à venir du développement du télétravail</u>	Sectoriel

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Fabienne Pesty

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.